

Déclassifié¹

AS/Soc/NCP (2024) PV05add
29 janvier 2025
Fsocncppv05add_2024

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Réseau parlementaire pour un environnement sain

Procès-verbal

de l'échange de vues sur « Approches portugaises en matière d'énergie durable pour la mobilité et le logement - d'une vision d'ensemble à des mesures concrètes »

tenu à Lisbonne, le jeudi 12 septembre 2024

Sous la présidence de **Mme Edite Estrela** (Portugal, SOC), **Présidente** du réseau des parlementaires de référence pour un environnement sain, les membres **tiennent** un échange de vues avec :

- **M. Jorge Delgado**, ancien secrétaire d'État aux infrastructures et secrétaire d'État à la mobilité, sur les principaux défis nationaux et politiques portugaises pour les relever ;
- **M. Nelson Lage**, président de l'ADENE (Agence nationale de l'énergie), sur l'action de l'ADENE pour la transition énergétique ;
- **M. Miguel Gaspar**, ancien conseiller municipal de Lisbonne, sur les défis de développement durable auxquels sont confrontées les villes, l'exemple de Lisbonne ;
- **Mme Maria Manuela Alvares**, conseillère de Matosinhos sur la Stratégie de décarbonisation de Matosinhos d'ici 2030 en termes de logement et actions concrètes menées ;
- **M. João Crispim**, Fondation Mestre Casais (Ingénieur), sur les mesures concrètes pour une mobilité durable et un logement durable ;
- **M. Vladimiro Feliz**, ingénieur, directeur du laboratoire collaboratif de CeiiA, sur les nouvelles technologies, produits et services pour accélérer la transition des villes vers la neutralité carbone.

Les enseignements tirés de ces auditions alimenteront le rapport sur la transition énergétique durable et socialement juste de **Mme Kluit**, ainsi que, en partie, le rapport sur le logement de **Mme Florida**.

M. Delgado met en lumière les principaux défis auxquels le Portugal est confronté en matière de mobilité durable. Son discours a abordé les enjeux environnementaux, sociaux et économiques associés à la mobilité, tout en insistant sur les politiques mises en place pour relever ces défis. Il est important de lutter contre la congestion du trafic routier, qui entraîne un gaspillage financier estimé à 1 % du PIB chaque année. Cette situation est aggravée par une occupation excessive de l'espace urbain par les véhicules, une tendance qui freine le développement d'alternatives plus durables. Le Portugal avait pris du retard dans la gestion globale de la mobilité, les solutions ayant été jusqu'ici ponctuelles et déconnectées des enjeux économiques et sociaux. Le pays s'est doté d'un vaste réseau routier, sans toutefois investir suffisamment dans des alternatives aux véhicules individuels, comme les transports publics ou la mobilité douce. Le défi aujourd'hui est d'avoir une vision globale de la mobilité au Portugal.

Le télétravail s'inscrit dans une stratégie de réduction des déplacements mais le cœur de la stratégie consiste à attirer les usagers vers les transports publics. Pour réussir cette transition, il faut proposer un réseau de transports publics qui soit à la fois accessible, confortable, facile à utiliser et décarboné. Des efforts sont faits dans ce sens, avec des investissements dans l'amélioration du métro à Lisbonne et la mise en place de bus à haut niveau de service dans les villes de taille moyenne. Toutefois, dans les zones moins peuplées, le

¹ Le procès-verbal a été approuvé et déclassifié par le réseau parlementaire pour un environnement sain lors de sa réunion du 29 janvier 2025.

véhicule individuel reste prédominant. C'est pourquoi le gouvernement travaille en collaboration avec les communautés locales pour identifier leurs besoins spécifiques et soutenir les initiatives adaptées. L'intervenant fait état des mesures mises en place en 2019 pour encourager l'usage des transports publics, telles que la réduction des tarifs et la création de billets multi-trajets. Une mesure phare de cette politique est la gratuité des transports publics pour les jeunes de moins de 18 ans et les étudiants. L'objectif est d'augmenter le capital financier des entreprises de transport public de 134 millions en 2019 à 410 millions d'euros en 2024.

La mobilité durable ne se limite pas aux transports en commun. Il est également crucial de promouvoir les modes de transport actifs, comme la marche et le vélo, dans une approche de mobilité durable et intelligente. La diversification des moyens de transport et l'encouragement à adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement sont essentiels pour une transition réussie vers une mobilité plus soutenable.

M. Lage, s'exprimant au nom de l'Agence nationale de l'énergie, explique que l'engagement national à contribuer à l'objectif de la communauté mondiale de limiter l'augmentation de la température à 1,5°C est considéré comme une opportunité pour moderniser divers secteurs de l'économie nationale tout en réduisant la pauvreté énergétique, en créant des emplois « verts » et en stimulant la compétitivité. Exploiter cette opportunité est une responsabilité collective qui nécessite une planification solide, l'implication des citoyens et des politiques publiques ambitieuses. Ainsi, le plan national pour l'énergie vise à orienter les investissements vers les technologies et les combustibles verts afin de réduire les émissions de 55 % d'ici à 2030-2050. Les citoyens seront impliqués par des actions visant à améliorer l'efficacité énergétique des ménages, à renforcer les compétences pour accéder aux emplois 'verts' et à favoriser le dialogue politique.

Pour que les nouveaux partenariats pour le développement fonctionnent au niveau national, de nouveaux centres de formation sont créés dans tout le pays et le dialogue politique est poursuivi par le gouvernement national et les autorités locales avec les citoyens et les entreprises. Les mesures écologiques prises jusqu'à présent ont permis au Portugal de réduire sa consommation de gaz naturel de 22 % sur la période 2022-2024, alors que l'Union européenne exige une réduction de 15 %. Grâce à des approches innovantes, le Portugal dispose de l'un des systèmes de transition énergétique les plus robustes d'Europe. Les politiques publiques poursuivent des efforts ambitieux dans les domaines de la construction, du logement et des transports durables, ainsi que des installations de stockage de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables. Un système énergétique plus durable signifie une société plus résiliente.

M. Gaspar présente la vision globale de la gestion de la mobilité dans la région métropolitaine de Lisbonne. Il souligne la contribution cruciale des villes pour l'agenda de durabilité mondiale, rappelant que plus de 50 % de la population mondiale vit en milieu urbain et que la majorité de l'activité économique se déroule dans les villes. Les villes doivent réduire leurs émissions de 50 % d'ici 2030 pour répondre aux objectifs de durabilité, ce qui les place au centre des efforts mondiaux pour lutter contre le changement climatique. En ce qui concerne l'Europe, d'ici 2030, on prévoit de mettre en circulation au moins 30 millions de véhicules zéro émissions, y compris 80 000 camions, avec une ambition plus large d'ici 2050 de rendre l'ensemble des véhicules neufs (voitures, bus, camions lourds) sans émissions. De plus, tous les trajets collectifs programmés de moins de 500 km au sein de l'Union européenne devront être neutres en carbone d'ici 2030. Cette même échéance verra l'émergence de 100 villes climatiquement neutres et l'instauration d'une billetterie électronique intégrée pour faciliter les déplacements multimodaux, avec des objectifs pour que les transports publics soient plus accessibles, fluides et zéro émissions.

Au niveau de la région métropolitaine de Lisbonne, le mandat municipal 2017-2021 marque un sentiment d'urgence face à la nécessité d'agir. Les Accords de Paris de 2015 et au Plan national pour le climat visent à une réduction de 26 % des émissions de transport d'ici 2050. L'appel pressant des Nations Unies en 2018, par la voix d'Antonio Guterres, a renforcé cette urgence, soulignant que le monde changeait rapidement et que le temps pressait pour une action décisive.

Lisbonne fait face à des défis particuliers liés à sa démographie. En journée, la population active de la capitale triple en raison des déplacements quotidiens des travailleurs. Les problèmes de mobilité à Lisbonne ne peuvent être résolus sans aborder la question des déplacements métropolitains. Les citoyens de la région métropolitaine, qu'il s'agisse des jeunes, des travailleurs, des touristes ou des parents, expriment des besoins clairs en matière de mobilité : de meilleures conditions de circulation, plus de stationnement, des transports publics réguliers et ponctuels, ainsi qu'un réseau intégré sur les plans des horaires, des tarifs et de la billetterie avec des paiements numériques. Une analyse des parts modales (modal split) a révélé que Lisbonne reste en retard par rapport à d'autres grandes villes : Stockholm et Boston affichent un taux de 45 % d'utilisation des transports publics, tandis que Lisbonne n'atteint que 26 %, bien en deçà de Paris ou Londres.

L'une des avancées majeures a été la tenue lors du premier sommet des zones métropolitaines de Lisbonne et Porto en mars 2018. Lors de cet événement, les maires ont affirmé que les municipalités étaient prêtes à

assumer davantage de responsabilités en matière de mobilité et de logement. Trois priorités ont émergé : une réduction importante des tarifs de transport public alignée sur un nouveau pass mensuel pour les zones métropolitaines, le transfert des compétences des autorités de transport nationales et municipales vers les autorités métropolitaines, et une augmentation significative des investissements publics dans les lignes de transport structurant (métro, rail et bus intermunicipaux). Des actions concrètes ont suivi, notamment avec la mise en place de nouveaux tarifs en 2019. Cela a permis une baisse de prix allant jusqu'à 75 % et une augmentation de 40 % du nombre de pass mensuels. Le nombre de passagers a augmenté de 18 %, atteignant 2 millions par jour. En parallèle, la création d'une entreprise publique en 2020 pour agir en tant qu'autorité de transport métropolitaine a permis de regrouper les systèmes de billetterie et de planification, centralisant ainsi la gestion des transports publics.

Enfin, ces réformes étaient accompagnées du plus grand investissement jamais réalisé dans les transports publics de la région. La société Carris Metropolitana a été créée avec 800 lignes, 160 nouveaux bus, et un contrat de 1 milliard d'euros pour son exploitation. Le gouvernement a également alloué 2 milliards d'euros pour financer de nouvelles lignes de métro, augmenter la capacité ferroviaire, et développer des infrastructures comme les trains légers et les couloirs de bus à haut niveau de service (BRT). Ce vaste programme d'investissement vise à renforcer la cohésion, la compétitivité et la durabilité de la région. En conclusion, il y a la nécessité d'une gestion intégrée et d'une action collective pour améliorer la mobilité dans la région métropolitaine de Lisbonne, ainsi que d'une forte coordination politique et d'investissements structurels pour répondre aux attentes des citoyens et aux impératifs climatiques.

Mme Alvares, en tant que conseillère municipale de Matosinhos, une ville de taille moyenne au Portugal, présente le plan d'action des autorités locales en faveur du climat et de la réduction de l'empreinte environnementale de la ville et de ses habitants. Une première étude montre qu'il est possible d'accroître la résilience et la participation des citoyens en mettant l'accent sur le logement durable, l'énergie et la prévention des catastrophes naturelles. Des efforts sont déployés pour améliorer l'isolation, moderniser le système de chauffage, réaliser une cartographie de l'efficacité énergétique dans le secteur du logement et réduire les déchets. Cela permet déjà de réduire les émissions au niveau local, de mieux utiliser les ressources locales et d'améliorer le confort des habitants.

En tant qu'ingénieur, **M. Crispim** présente des solutions techniques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports. Selon l'étude Clean Bus Portugal, l'âge moyen des bus dans le pays est de 30 ans : il est grand temps de moderniser la flotte. En outre, des solutions techniques adaptées sont nécessaires pour mettre en œuvre une approche holistique des secteurs de la construction et du développement énergétique.

M. Feliz décrit la collaboration entre les développeurs de nouvelles technologies et les entreprises du secteur du transport (telles que les constructeurs automobiles, les fabricants d'avions et d'hélicoptères, les fournisseurs de technologies spatiales et de services de transport) en vue de réduire l'empreinte environnementale de l'économie portugaise.

Mme Kluit s'interroge sur le caractère abordable des nouvelles technologies afin d'en permettre l'accès à tous et d'assurer l'adhésion du public à l'action en faveur de la transition écologique.

M. Fridez s'interroge sur les perspectives de solidarité entre les pays développés et les pays en développement, qui sont absolument nécessaires pour engager tous les pays dans des modèles de développement plus durables.

M. Amraoui souligne le défi des coûts à court et moyen terme par rapport aux bénéfices à long terme dans le domaine de la transition verte.

M. Moutquin déplore le décalage entre l'urgence d'agir pour lutter contre le changement climatique et la lenteur de l'action politique, notamment pour des raisons budgétaires. Il se demande si le tourisme de masse peut être compatible avec le développement durable.

Mme Tanguy évoque la responsabilité historique des pays développés de réduire leur empreinte environnementale et d'aider les pays en développement à faire de même. Le transfert de technologie pourrait apporter une partie de la réponse. Une transition verte significative et efficace n'est possible que grâce à une contribution équilibrée des acteurs des secteurs public et privé.

M. Lage souligne à son tour la nécessité d'un engagement mondial en faveur de la transition écologique à tous les niveaux de gouvernement, ce qui contribuerait à mobiliser les ressources et les investissements, y compris au niveau international. L'existence de poches de pauvreté au Portugal, en Europe et dans le monde

entier doit être prise en compte dans les budgets nationaux. Les efforts visant à améliorer les connaissances de la population en matière d'énergie permettraient d'utiliser les forces créatives et de réduire le gaspillage d'énergie.

M. Feliz attire l'attention sur les solutions numériques qui pourraient orienter les utilisateurs vers des modes de consommation plus durables.

M. Gaspar souligne l'importance de garder l'accord de Paris comme référence pour que les secteurs public et privé travaillent ensemble. Il est également important de tirer les leçons des erreurs du passé à la lumière de l'austérité budgétaire et de ne laisser personne de côté.

M. Delgado estime que le modèle de développement économique actuel n'est pas durable et qu'il est donc nécessaire de s'orienter vers un ou des modèles de développement responsables.

La Présidente remercie chaleureusement tous les participants pour leurs contributions à la discussion. Elle apprécie la contribution précieuse que cette discussion pourrait apporter au travail de la commission sur les différents rapports et, espérons-le, inspirer l'action des membres au niveau national.

List of presence / Liste de presence

(The names of members who took part in the meetings are in bold / Les noms des membres ayant pris part aux réunions sont en caractères gras)

Chairperson / Présidente : Ms Edite Estrela, Portugal, SOC
Vice-Chairperson / Vice-Président : Mr Rik Daems, Belgium / *Belgique*, ALDE

Member States / États Membres

Albania / <i>Albanie</i>			
Andorra / <i>Andorre</i>			
Armenia / <i>Arménie</i>	Mr/M.	Armen Gevorgyan	EC/DA
Austria / <i>Autriche</i>	Mr/M.	Stefan Schennach	SOC
	Ms/Mme	Agnes Sirkka Prammer	SOC
Belgium / <i>Belgique</i>	Mr/M.	Rik Daems	ALDE
Bosnia and Herzegovina / <i>Bosnie-Herzégovine</i>	Mr/M.	Saša Magazinović	SOC
Bulgaria / <i>Bulgarie</i>			
Croatia / <i>Croatie</i>	Ms/Mme	Zdravka Bušić	EPP/CD
Cyprus / <i>Chypre</i>			
Czechia / <i>Tchèque</i>			
Denmark / <i>Danemark</i>			
Estonia / <i>Estonie</i>			
Finland / <i>Finlande</i>	Ms/Mme	Minna Reijonen	EC/DA
France	Ms/Mme	Liliana Tanguy	ALDE
Georgia / <i>Géorgie</i>	Ms/Mme	Eka Sepashvili	EC/DA
Germany / <i>Allemagne</i>	Ms/Mme	Franziska Kersten	SOC
Greece / <i>Grèce</i>	Mr/M.	George Papandreou	SOC
Hungary / <i>Hongrie</i>			
Iceland / <i>Islande</i>	Mr/M.	Bjarni Jónsson	UEL
Ireland / <i>Irlande</i>	Mr/M.	Thomas Pringle	UEL
	Ms/Mme	Róisín Garvey	SOC
Italy / <i>Italie</i>	Mr/M.	Stefano Maullu	EC/DA
	Ms/Mme	Aurora Floridia	SOC
Latvia / <i>Lettonie</i>			
Liechtenstein	Mr/M.	Peter Frick	ALDE
Lithuania / <i>Lituanie</i>	Mr/M.	Arminas Lydeka	ALDE
Luxembourg	Mr/M.	Paul Galles	EPP/CD
Malta / <i>Malte</i>			
Republic of Moldova / <i>République de Moldova</i>			
Monaco			
Montenegro / <i>Monténégro</i>	Mr/M.	Miloš Konatar	SOC
Netherlands / <i>Pays-Bas</i>	Ms/Mme	Saskia Kluit	SOC
	Ms/Mme	Carla Moonen	ALDE

North Macedonia / <i>Macédoine du Nord</i>			
Norway / <i>Norvège</i>	Ms/Mme	Linda Hofstad Helleland	EPP/CD
Poland / <i>Pologne</i>	Ms/Mme	Danuta Jazłowiecka	EPP/CD
Portugal			
Romania / <i>Roumanie</i>	Ms/Mme	Maria Gabriela Horga	EPP/CD
	Ms/Mme	Alina Stefania Gorghiu	EPP/CD
San Marino / <i>Saint-Marin</i>			
Serbia / <i>Serbie</i>			
Slovak Republic / <i>République slovaque</i>			
Slovenia / <i>Slovénie</i>	Mr/M.	Dean Premik	ALDE
Spain / <i>Espagne</i>			
Sweden / <i>Suède</i>			
Switzerland / <i>Suisse</i>			
Türkiye	Mr/M.	Sevan Sivacioğlu	NR
Ukraine	Ms/Mme	Yuliia Ovchynnykova	ALDE
United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>			

Observers / Observateurs

Canada			
Israel / <i>Israël</i>			
Mexico / <i>Mexique</i>			

Partners for Democracy / Partenaires pour la Démocratie

Jordan / <i>Jordanie</i>			
Kyrgyzstan / <i>Kirghizstan</i>			
Morocco / <i>Maroc</i>	Mr/M.	Allal Amraoui	
Palestine			

President of the Assembly / Président de l'Assemblée

Ex-Officio Member / Membre d'office	Mr/M.	Theodoros Rousopoulos	EPP/DC
--	-------	-----------------------	--------

Former President of the Assembly / Ancien Président de l'Assemblée

Ex-Officio Member / Membre d'office	Mr/M.	Tiny Cox	UEL
--	-------	----------	-----

Presidents of Political Groups / Présidents des groupes politiques

Ex-Officio Members / Membres d'office	Mr/M.	Frank Schwabe	SOC
	Mr/M.	Pablo Hispán	EPP/CD
	Mr/M.	Ian Liddell-Grainger	EC/DA
	Mr/M.	Iulian Bulai	ALDE
	Mr/M.	Andrej Hunko	UEL

Members appointed by PACE committees concerned / Membres designés par les commissions de l'APCE concernées

Political Affairs / Affaires politiques	Mr/M.	Simon Moutquin	SOC
Legal Affairs / Questions juridiques			
Migration / Migrations	Mr/M.	Pierre-Alain Fridez	
Equality / Égalité	Ms/Mme	Edite Estrela	SOC
Culture			

**Bureau of the Committee on Social Affairs /
Bureau de la Commission des Questions Sociales
Ex-Officio Members / Membres d'office**

Chairperson / Président	Mr/M.	Simon Moutquin	SOC
First Vice-Chairperson / Première Vice-Présidente	Ms/Mme	Danuta Jazłowiecka	EPP/CD
Second Vice-Chairperson / Deuxième Vice-Président	Mr/M.	Armen Gevorgyan	EC/DA
Third Vice-Chairperson / Troisième Vice-Président			

**Congress of Local and Regional Authorities /
Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux**

Thematic Spokesperson on Environment and Climate Change/ Porte-Parole thématique sur l'environnement et le changement climatique	
--	-----	-----	--

**Parliamentary Assembly of the Francophonie /
Assemblée parlementaire de la Francophonie**

--	--	--	--

Inter-Parliamentary Union / Union Interparlementaire

--	--	--	--

European Parliament / Parlement Européen

	Ms/Mme	Marie-Pierre Vedrenne (France, Renew Europe)	
--	--------	--	--

Other parliamentarians present / Autres parlementaires présents

Mr / M. Frank Essl, Austria / Autriche
Ms / Mme Jamila Madeira, Portugal
Mr / M. Paul Moniz, Portugal
Ms / Mme Regina Bastos, former MEP, Portugal
Ms / Mme Diana Stoica, Romania / Roumanie
Mr / M. Cristian-Augustin Niculescu-Tâgârlaş, Romania / Roumanie
Ms / Mme Jelena Milošević, Serbia / Serbie
Ms / Mme Maria Fernández, Spain / Espagne
Ms / Mme Carmen Leyte, Spain / Espagne
Ms / Mme Luz Martínez Seijo, Spain / Espagne
Mr / M. Sevan Sivacioğlu, Türkiye
Mr / M. Andrii Lopushanskyi, Ukraine
Ms / Mme Lesia Zaburanna, Ukraine

Other persons present / Autres personnes personnes présentes

Mr / M. Mario Zibeiro, European Parliament / *Parlement européen*

Experts / Expert e s

Mr / M. Jorge Delgado, former Secretary of State for Infrastructure and Secretary of State for Mobility / ancien Secrétaire d'État aux infrastructures et secrétaire d'État à la mobilité

Mr / M. Nelson Lage, President of ADENE (National Energy Agency) / *Président de l'ADENE (Agence nationale de l'énergie)*

Mr / M. Miguel Gaspar, former Councillor on the Lisbon City Council / *ancien Conseiller municipal de Lisbonne*

Ms / Mme Maria Maduela Alvares, representing the city of Matosinhos / *représentant la ville de Matosinhos*

Mr / M. João Crispim, Fundação Mestre Casais (Engineer) / *Fondation Mestre Casais (Ingénieur)*

Mr / M. Vladimiro Feliz, Engineer, Director of Ceii's Collaborative Laboratory / *Ingénieur, Directeur du laboratoire collaboratif de Ceii*

Secretariat of Delegation or of Political Group / Secrétariat de délégation ou de Groupe politique

Ms / Mme Vera Damjanović, Montenegro

Mr / M. Razvan Tanase, Romania / Roumanie

Mr / M. Kenan Arpacioğlu, Türkiye

Mr / M. Sabih Gazi Öztürk, Türkiye

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire

Ms / Mme Despina Chatzivassiliou-Tsovilis, Secretary General of PACE / Secrétaire générale de l'APCE

Ms / Mme Louise BartonDirector of Committees / *Directrice des commissions*

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development /
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Ms / Mme Catherine Du-Bernard Rochy Head of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*

Ms / Mme Aiste Ramauskaite Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme Jannick Devaux Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme Claire Dubois-Hamdi Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme Xenia Birioukova Assistant/ Assistante

Ms / Mme Özgü Tan Assistant/ Assistante